



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INRAE

Centre INRAE Occitanie-Toulouse
Etablissement Public à caractère scientifique et technologique (EPST)
Unité SDAR – Service Achats Marchés
24, chemin de Borde Rouge
CS52627
31326 CASTANET TOLOSAN CEDEX

Acte d'Engagement n°2026U1337N0001 Valant Cahier des Clauses Particulières (CCP)

**Marché de fournitures et de services
Procédure adaptée**

**Objet : Acquisition de 2 bioréacteurs instrumentés d'un
volume total de 3L chacun**

Acheteur :

Centre INRAE Occitanie – Toulouse
Unité mixte de service TWB 1337
Campus INSA – Bâtiment 50
135 avenue de Rangueil
31077 Toulouse Cedex 4

Représentée par **Mme Elisabeth LANCE** en sa qualité de Directrice de l'unité mixte de service (UMS) 1337 TWB

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	5
ARTICLE 2 : CONTRACTANTS	5
ARTICLE 3 : CONTEXTE GENERAL	6
3.1. Présentation du centre INRAE Occitanie-Toulouse	6
3.2. Présentation de l'UMS 1337 TWB	6
3.3. Intérêt scientifique et définition du besoin	6
ARTICLE 4 : PROCEDURE, ALLOTISSEMENT ET NOMENCLATURE	7
4.1. : Procédure	7
4.2. : Allotissement	7
4.3. : Nomenclature	7
ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	7
ARTICLE 6 : OBJET DU MARCHE, CONTENU DES PRESTATIONS ET LIEU D'EXECUTION	7
6.1. : Objet du marché	7
6.2. : Contenu des prestations	8
6.3. : Lieu d'exécution	8
6.4. Forme du marché	8
ARTICLE 7 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 8 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DEUX BIOREACTEURS	8
8.1. Bioréacteurs 3L	8
8.1.1 Cuves et système d'agitation	8
8.1.2 Platines de réacteur ; Additions et prélèvements	9
8.1.2.1 Platine	9
8.1.2.2 Additions et prélèvements	9
8.1.3 Système de mesure	9
8.1.4 Système d'acquisition et de contrôle	9
8.1.5 Station de travail (PC, écran)	10
8.1.6 Evolutivité	10
8.1.7 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires	10
8.1.7.1 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°1	10
8.1.7.2 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°2	10
8.1.7.3 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°3	10
ARTICLE 9 : LIVRAISON ET MISE EN SERVICE	10
ARTICLE 10 : FORMATION	11
ARTICLE 11 : VERIFICATIONS ET DECISION A L'ISSUE DES VERIFICATIONS	11
11.1. Point de départ des vérifications	11
11.2. Présence du titulaire durant les vérifications	11
11.3. Modalités de vérification	11

ARTICLE 12 : GARANTIE ET MAINTENANCES	12
12.1. Garantie	12
12.2. Maintenances	13
12.2.1. Généralités	13
12.2.2. Support technique – Service après-vente	13
12.2.3. Logiciels de pilotage et de traitement des données	14
12.2.4. Délais d'intervention en cas de panne	14
12.2.5. Délais de mise au point ou de réparation en cas de panne	14
ARTICLE 13 : INTERVENANTS	15
13.1 Co-traitance	15
13.2 Sous-traitance	15
ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	15
ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15
15.1 Objet	15
15.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance	15
15.3 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement	16
15.3.1 Engagement du sous-traitant	16
15.3.2 Sous-traitance	17
15.3.3 Droit d'information des personnes concernées	17
15.3.4 Exercice des droits des personnes	17
15.3.5 Notification des violations de données à caractère personnel	17
15.3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations	18
15.3.7 Mesures de sécurité	18
15.3.8 Sort des données	18
15.3.9 Délégué à la protection des données	19
15.3.10 Registre des catégories d'activités de traitement	19
ARTICLE 16 : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	19
ARTICLE 17 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	19
17.1. Protection de l'environnement	19
17.2. Fabrication – assemblage du matériel	20
17.3. Emballage, gestion des déchets, transport	20
17.3.1. Emballages	20
17.3.2. Modalités de transport	20
17.3.3. Gestion des déchets	20
17.4 Usage	20
17.5. Maintenance et entretien	21
17.6. Fin de vie du matériel	21
ARTICLE 18 : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT	21

18.1. Prix et modalités de variation du prix	21
18.1.1. Prix de l'offre de base	22
18.1.2. Prix de la Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°1	22
18.1.3. Prix de la Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°2	23
18.1.4. Prix de la Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°3	23
18.2. Echancier de paiement	23
18.3 : Modalités de paiement	23
18.4. Paiement	25
18.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants	25
18.5.1 Paiement des co-traitants	25
18.5.2. Paiement des sous-traitants	25
18.6. Avance	25
ARTICLE 19 : ASSURANCES / RESPONSABILITE DU TITULAIRE	26
ARTICLE 20 : RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE	26
20.1. Dommages	26
20.2 Obligation de résultat	27
20.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	27
20.4. Zones à régime restrictif (ZRR)	27
ARTICLE 21 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	27
ARTICLE 22 : PENALITES	27
22.1. Pénalités : généralités	27
22.2. Pénalités pour retard	27
ARTICLE 23 : RESILIATION	28
23.1. Conditions de résiliation	28
23.2. Redressement ou liquidation judiciaire	28
ARTICLE 24 : LITIGES	28
ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU CCAG FCS	29
Annexe 1 : Nantissement ou cession de créances	31
Annexe 2 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations	32

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Nom de l'organisme : Centre INRAE Occitanie-Toulouse

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances : Président du centre Occitanie Toulouse

Ordonnateur : Président du centre Occitanie Toulouse

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'agent comptable secondaire

ARTICLE 2 : CONTRACTANTS

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du présent marché qui fait référence au CCAG - Fournitures Courantes et Services, après avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales en vigueur, et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ **Le signataire (candidat individuel)**

M.

Agissant en qualité de

☐ **M'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte**

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel :(adresse de courriel indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier)

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

PME : Oui / Non

Numéro de TVA intracommunautaire

→ ou

☐ **engage la société** sur la base de son offre

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel :(adresse de courriel indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier)

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

PME : Oui / Non

Numéro de TVA intracommunautaire

OU

☐ **Le mandataire (Candidat groupé),**

M.

Agissant en qualité de

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel :(adresse de courriel indispensable pour être tenu informé des modifications et des correspondances relatives à ce dossier)

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

PME : Oui / Non

Numéro de TVA intracommunautaire

Je m'engage sans réserve, conformément aux stipulations du présent document et des documents qui afférant, à exécuter dans les conditions fixées par lesdits documents les prestations désignées en objet du présent acte d'engagement.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de quatre-vingt-dix **(90) jours** à compter de la date limite de réception des offres.

(Ou) S'engage, au nom des membres du groupement, sur la base de l'offre du groupement et sans réserve, conformément aux stipulations du présent document et des documents qui afférant, à exécuter dans les conditions fixées par lesdits documents les prestations désignées en objet du présent acte d'engagement.

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de quatre-vingt-dix **(90) jours** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 3 : CONTEXTE GENERAL

3.1. Présentation du centre INRAE Occitanie-Toulouse

L'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement (INRAE) est un organisme de recherche scientifique publique finalisée, placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Alimentation, de l'Agriculture, et de la Pêche. Ses recherches concernent les questions liées à l'agriculture, à l'alimentation et à la sécurité des aliments, à l'environnement et à la gestion des territoires, avec un accent tout particulier en faveur du développement durable.

Ses missions générales sont :

- de produire et de diffuser des connaissances scientifiques ;
- de concevoir des innovations et des savoir-faire pour la société ;
- d'éclairer, par son expertise, les décisions des acteurs publics et privés ;
- de développer la culture scientifique et technique et participer au débat science/société ;
- de former à la recherche et par la recherche.

3.2. Présentation de l'UMS 1337 TWB

L'Unité mixte de service (UMS) 1337 Toulouse White Biotechnology (TWB) a été officiellement créée le 01/04/2011 sous la triple tutelle de : l'INRAE, l'Institut National des Sciences Appliquées (INSA) de Toulouse et le CNRS. La création de l'UMS fait suite à la nomination de TWB au programme d'investissement d'avenir 2010 de l'Agence Nationale pour la Recherche dans la catégorie « démonstrateur préindustriel ». Cette infrastructure, projetée de devenir à moyen terme un pôle d'expertise en biotechnologies blanches au niveau national voire international.

Sur la base des compétences du Laboratoire d'Ingénierie des Systèmes Biologiques et des procédés (LIBSP) de l'INSA Toulouse, aujourd'hui devenu Toulouse Biotechnology Institute (TBI), les axes de recherche majeurs abordés au sein des plateformes de TWB sont centrés sur la mise en place de procédés de bioconversions visant à résoudre les différentes problématiques des changements climatiques. Le travail de TWB est basé sur l'utilisation couplée de l'ingénierie métabolique et du génie des procédés appuyés par différents domaines de l'analytique.

Les équipes TWB portent et opèrent différents projets exploratoires aboutissant à l'émergence de nouveaux concepts exploitables par la communauté scientifique mais aussi à la communauté de la bio-économie.

3.3. Intérêt scientifique et définition du besoin

Un ensemble de projets exploratoires nécessite l'étude du métabolisme et de l'expression génétique de plusieurs organismes microbiens dans des conditions environnementales contrôlées sur une longue période. La mise en jeu de différents micro-organismes (majoritairement des levures) sera réalisée au sein de bioréacteurs instrumentés. Grâce à ces

équipements, seront réalisées la multiplication et l'analyse des micro-organismes pour la production de biomasse, la bioconversion ou la production de protéines cibles. Les cultures pouvant être pures ou mixtes. Ces équipements seront couplés physiquement et informatiquement à des actionneurs permettant de développer des procédés hybrides. Dans le but de disposer d'équipements fiables disposant des différentes fonctionnalités non encore accessibles à TWB, l'acquisition de systèmes de bioréacteurs instrumentés d'un volume de trois litres total chacun est une priorité.

ARTICLE 4 : PROCEDURE, ALLOTISSEMENT ET NOMENCLATURE

4.1. : Procédure

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R. 2123-1 à R. 2123-8 du code de la commande publique.

4.2. : Allotissement

Le marché n'est pas alloté au sens de l'article L. 2113-10 du code de la commande publique au motif que cela risquerait de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

4.3. : Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal et code secondaire	Description
31640000	Machines et appareils à usage spécifique
33698100	Cultures microbiologiques

ARTICLE 5 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché par ordre décroissant de priorité :

- Le présent acte d'engagement valant Cahier des Clauses Particulières (AE-CCP),
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de l'offre de base, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de la PSE n°1, la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de la PSE n°2, et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) de la PSE n°3,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG / FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 consultable à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>,
- L'offre technique et financière du Titulaire,
- Les actes spéciaux de sous-traitance, et modifications du contrat (avenants).

ARTICLE 6 : OBJET DU MARCHE, CONTENU DES PRESTATIONS ET LIEU D'EXECUTION

6.1. : Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition, la livraison, l'installation, la mise en service, la formation, la validation, la garantie et la maintenance d'un an, voire l'extension de garantie et de maintenance le cas échéant, de 2 bioréacteurs instrumentés d'un volume total de 3 litres chacun pour des techniques de culture : batch, fed-batch et continue pour l'UMS 1337 TWB.

Le marché est composé d'une base et de trois prestations supplémentaires éventuelles obligatoires :

- **Base** : la fourniture de 2 bioréacteurs instrumentés d'un volume total de 3 litres chacun,
- **Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°1 (PSE n°1)** : extension de garantie et de maintenance d'une année s'agissant des matériels objet de l'offre de base et des PSE n°2 et n°3,
- **Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire (PSE n°2)** : un analyseur de gaz capable de quantifier la teneur en dioxygène et en dioxyde de carbone,

-Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°3 (PSE n°3) : un système de mesure de la concentration en biomasse microbienne par technologie optique.

6.2. : Contenu des prestations

Les prestations, objet du marché, sont :

a) Prestations faisant l'objet de l'offre de base :

- la fourniture de 2 bioréacteurs instrumentés d'un volume de 3 litres chacun pour des techniques de culture : batch, fed-batch et continue,
- la livraison et l'installation des deux équipements dans les locaux de l'UMS 1337 TWB,
- la garantie d'un an de chaque équipement,
- le service après-vente pour chaque équipement,
- la formation pour 3 personnes à l'utilisation du matériel ainsi que du logiciel de pilotage.

b) Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°1 :

Extension de garantie et de maintenance d'une année s'agissant des matériels objet de l'offre de base et des PSE n°2 et n°3, comprenant les maintenances préventive, curative et évolutive, les pièces, la main d'œuvre et déplacements.

c) Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°2 :

La fourniture d'un analyseur de gaz capable de quantifier la teneur en dioxygène et en dioxyde de carbone.

d) Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°3 :

La fourniture d'un système de mesure de la concentration en biomasse microbienne par technologie optique.

6.3. : Lieu d'exécution

Les matériels seront livrés, installés et mis en service dans les locaux de l'UMS 1337 TWB à l'adresse suivante :

Campus INSA – Bâtiment 50
135 avenue de Rangueil
31077 Toulouse Cedex 4

6.4 Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire comprenant des prestations forfaitaires, définies au présent document. Elles sont rémunérées dans le cadre des Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) relatives à l'offre de base et à chaque PSE.

ARTICLE 7 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai d'exécution du marché court à compter de sa notification. Ce délai inclut les délais de livraison, de mise en service sur site, d'admission, de la période dédiée à la formation des utilisateurs, ainsi que les délais de garantie, augmenté le cas échéant de la durée d'extension de garantie.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES DES DEUX BIOREACTEURS

8.1. Bioréacteurs 3L

La description qui suit est valable pour chacun des réacteurs.

8.1.1 Cuves et système d'agitation

Le matériau des cuves sera préférentiellement en verre. L'aération des cuves s'effectuera par un diffuseur de type sparger annulaire permettant un transfert de gaz efficace ($kLa > 200 \text{ h}^{-1}$).

L'homogénéisation du milieu de culture et la distribution des bulles de gaz seront assurées par module d'agitation équipé au minimum de 2 turbines de type Rushton par des turbines. Il sera possible d'ajuster la hauteur des mobiles ou de changer le type de mobile.

TWB disposant déjà de cuves de marques Sartorius (Biostat B), le moteur devra pouvoir accepter des cuves de cette marque. L'automate de contrôle devra pouvoir aussi accepter des cuves de type airlift ou photobioréacteur sans retour en atelier et avec une intégration logiciel opérée par l'opérateur.

Les cuves seront équipées d'un système de double enveloppe permettant la régulation de la température de la culture à une consigne fixée. La plage de contrôle de température sera comprise entre 20°C et 80°C.

8.1.2 Platines de réacteur ; Additions et prélèvements

8.1.2.1 Platine

La platine du réacteur supportant le moteur et les différentes sondes et voies d'ajout et de prélèvement sera en acier inox 316L et devra disposer des différents ports suivants :

- Un port d'alimentation en gaz connecté au sparger
- Un port de sortie des gaz muni d'un condenseur et d'un filtre autoclavable
- Deux ports de prélèvements connectés à une canne plongeante
- Au minimum six ports d'alimentation de solution liquide
- Les ports utiles aux dispositifs de mesure de pH et pO₂, température (doigt de gant possible), sonde de niveau et une sonde complémentaire de type PG13.5

8.1.2.2 Additions et prélèvements

Chaque réacteur sera équipé de 5 pompes indépendantes. Elles sont décrites dans le tableau suivant :

ID	Fonction(s)	Mode de fonctionnement
Pompe 1	Apport d'acide/inducteur	Vitesse variable
Pompe 2	Apport de base	Vitesse fixe
Pompe 3	Apport d'antimousse	Vitesse fixe
Pompe 4	Apport de substrat	Vitesse variable
Pompe 5	Sortie/prélèvement	Vitesse variable

Les pompes à vitesse variable devront pouvoir fonctionner de 0.5 à 200 RPM.

Toutes les têtes de pompes devront pouvoir fonctionner avec différents diamètres intérieurs compris entre 1.6 et 4.8 mm.

8.1.3 Système de mesure

Le système intégrera un dispositif de mesures et de régulations indépendant pour chaque unité pour :

- La vitesse d'agitation
- Le pH
- La température
- L'oxygène dissous
- La mesure par débitmètre massique et le contrôle du débit de deux gaz différents (air et oxygène) avec une plage variant au minimum de 0.1 slpm à 6 slpm.
- La présence de mousse
- 2 Pesons ou balances d'une capacité de 6 kg et 15kg avec une précision respective de 0.5 g et 1 g.

Toutes les informations émanant de ces systèmes de mesure devront être intégrées au système SCADA et utilisables comme variables dans des équations intégrées aux recettes (algorithme).

8.1.4 Système d'acquisition et de contrôle

Le système devra comporter un logiciel permettant :

- Acquisition de données
- Visualisation du processus
- Contrôle du procédé
- Contrôle de différentes phases (recettes)
- Création d'équations combinant différentes valeurs de consigne ou mesurées disponibles et de fonctions mathématiques (telles que « exponentielle », « logarithme »)
- Création de capteurs-logiciels (soft-sensor)
- Exportation des données des différentes unités de façon indépendante. Le système d'acquisition devra être compatible avec le protocole de communication OPC UA.

Le logiciel devra pouvoir bénéficier de mise à jour sans surcoût financier.

8.1.5 Station de travail (PC, écran)

La station de travail informatique comprenant un PC et un écran sera fournie par le fournisseur.

8.1.6 Evolutivité

Les réacteurs devront pouvoir être facilement adaptés à un système de culture continue, c'est-à-dire que 3 ports analogiques devront disponibles pour y connecter une balance, une sonde de biomasse

De plus, les systèmes de contrôle devront être équipés d'au moins 2 entrées analogiques afin d'y connecter une sonde de biomasse et un analyseur de gaz, qui devront communiquer avec le logiciel de contrôle et d'acquisition.

8.1.7 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

Le présent marché comporte trois prestations supplémentaires éventuelles obligatoires.

8.1.7.1 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°1

La PSE obligatoire n°1 porte sur la proposition d'une extension de garantie et de maintenance pour une année supplémentaire à l'issue de la garantie d'une année concernant les équipements proposés en base et en PSE n°2 et n°3.

Cette proposition détaille :

- Les types de maintenance (préventive, curative et évolutive quant à leur contenu leurs modalités, les pièces et consommables inclus, les délais, le planning de réalisation...etc.),
- Les délais et modalités d'intervention (coût du déplacement et coût horaire de l'intervention sur site, déplacement et main d'œuvre inclus...) en termes de service après-vente.

Le titulaire du marché s'engage à respecter les délais d'intervention indiqués dans son offre.

L'article « garantie et maintenance » du présent document est applicable aux prestations énoncées dans le présent article.

8.1.7.2 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°2

La PSE obligatoire n°2 porte sur la proposition d'un analyseur de gaz capable de quantifier la teneur en dioxygène et en dioxyde de carbone dans l'évent de chacun des réacteurs dans une gamme dynamique minimum de 0 à 20 %. Les acquisitions de l'analyseur devront être intégrées au SCADA et exploitable comme donnée d'entrée à une équation ou de capteur logiciel. Le ou les dispositifs devront être capables d'analyser les deux événements en simultané (un appareil à deux voies pour les deux réacteurs ou un appareil à une voie pour chacun des réacteurs).

8.1.7.3 Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°3

La PSE n°3 obligatoire porte sur la proposition d'un système de mesure de la concentration en biomasse microbienne par technologie optique (absorbance, turbidité, back-scattering...) pour chacune des cuves. Les acquisitions de l'analyseur devront être intégrées au SCADA et exploitables comme donnée d'entrée à une équation ou d'un capteur logiciel.

ARTICLE 9 : LIVRAISON ET MISE EN SERVICE

Les matériels seront installés et mis en service à l'unité TWB située à l'adresse suivante :

UMS 1337 TWB
Campus INSA – Bâtiment 50 – RDC
135 avenue de Rangueil
31077 Toulouse Cedex 4

L'installation se déroulera dans un laboratoire situé au rez-de-chaussée du bâtiment.

La livraison du matériel pourra avoir lieu dans **un délai de 16 semaines maximum après notification du marché.**

La mise en service par le titulaire interviendra dans **un délai maximum de 15 jours à compter de la date de livraison.**

La mise en service inclut l'installation du logiciel de pilotage.

A l'issue de la livraison et de la mise en service, la décision de livraison sera établie par INRAE ; les dates de livraison et de mise en service figureront sur cette décision.

En cas de non-respect des délais de livraison et/ou de mise en service, le Titulaire encourt une pénalité de retard telle que décrite à l'article Pénalités du présent document.

Le titulaire est seul responsable des opérations de déballage, et de manutention des pièces lourdes.

Le matériel est muni d'une plaque d'immatriculation portant le nom du fabricant, le type d'appareil, et son numéro de fabrication. Le matériel doit être conforme aux normes européennes.

ARTICLE 10 : FORMATION

Consécutivement à la vérification du matériel telle que prévue à l'article 11 du présent document et parallèlement à l'admission des matériels, le titulaire devra assurer la formation des trois personnes qui utiliseront la machine. La formation devra être réalisée pendant un minimum de 1 jour. La formation sera réalisée en langue française et dans les locaux de l'acheteur TWB. Elle devra être réalisée dans les 30 jours maximum suivant la mise en service du matériel.

La formation concernera :

- La description technique du matériel, du logiciel de pilotage et leur utilisation ;
- Le synoptique de fonctionnement ;
- L'entretien, le nettoyage et la maintenance préventive de base.

L'offre du titulaire détaille les modalités de cette formation (lieu, nombre de jours, nombre d'utilisateurs formés, etc.).

ARTICLE 11 : VERIFICATIONS ET DECISION A L'ISSUE DES VERIFICATIONS

11.1. Point de départ des vérifications

Par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS, les opérations de vérification démarrent à compter de la date de mise en service de l'instrument par le titulaire en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent marché.

11.2. Présence du titulaire durant les vérifications

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, les étapes de vérification se dérouleront en l'absence du titulaire.

11.3. Modalités de vérification

Les opérations de vérifications sont réalisées conformément aux stipulations du CCAG FCS et notamment de ses articles 27 et suivants.

Cependant, par dérogation aux articles 28.1 et 28.2 du CCAG FCS, le délai imparti pour réaliser les opérations de vérifications plus approfondies est de 30 jours maximum à compter de date de mise en service.

Ces vérifications du bon fonctionnement de l'appareil seront réalisées dans les locaux des lieux de livraison de chaque équipement, dans les usages de la profession.

La procédure validera le bon fonctionnement de la solution proposée en offre de base dont notamment :

- La bonne installation du système et son raccordement aux réseaux des fluides, informatique, électrique.
- Une série de tests (mise en culture de micro-organismes) validant le bon fonctionnement en conditions réelles :

- Régulation de la température à une consigne fixe
- Régulation du pH à une consigne fixe
- Régulation de la pO₂ à une consigne fixe grâce à la modulation de la vitesse d'agitation et du débit d'air entrant
- Ajout contrôlé d'une solution de glucose à 400 g.L⁻¹ avec un profil exponentiel
- Création d'une recette intégrant l'ajout d'une solution conditionnée à une remontée brutale de la pression partielle en oxygène.

Les tests à réaliser concernant le matériel objet de la PSE n°2 consisteront en la vérification de la bonne mesure des concentrations en dioxygène et en dioxyde de carbone grâce à deux bouteilles de gaz étalon (écart maximum : 2%) ainsi que la stabilité du signal (écartype < 2%). Il sera aussi vérifié l'intégration des données de l'analyseur dans les données récoltées par le système SCADA.

Les tests à réaliser concernant le matériel objet de la PSE n°3 consisteront en évaluant la corrélation entre le signal de la sonde et la valeur obtenue par une mesure de l'absorbance optique par un spectrophotomètre d'un échantillon équivalent. Cette corrélation devra aboutir à un R² de minimum 0.95 pour une phase de croissance avec un débit d'air et une agitation constante. Il sera aussi vérifié l'intégration des données de l'analyseur dans les données récoltées par le système SCADA.

A l'issue des vérifications, une décision d'admission sera établie et signée par INRAE, qui sera notifiée au titulaire. En outre, par dérogation aux articles 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, en l'absence de décision d'admission, l'admission prend effet dans un délai de quatre mois à compter de la date de livraison figurant sur la décision de livraison.

Le paiement s'effectuera après l'admission du matériel par l'unité TWB prenant la forme d'une décision signée par INRAE et notifiée au titulaire.

ARTICLE 12 : GARANTIE ET MAINTENANCES

Le présent article décrit les exigences et modalités en termes de garantie et de maintenance s'agissant des équipements proposés en base et en PSE n°2 et n°3. Il décrit également les exigences concernant les prestations proposées en PSE n°1 consistant en l'extension de garantie et de maintenance des équipements.

Les éléments de l'offre du titulaire qui sont plus favorables à l'acheteur ou qui sont plus favorables que les exigences minimales stipulées dans le présent document engagent le titulaire.

12.1. Garantie

Le point de départ du délai de garantie des équipements est la date de notification de la décision d'admission du matériel au titulaire.

Les équipements doivent être garantis pièces, main d'œuvre et déplacements dans les conditions prévues à l'article 33 du CCAG/FCS contre tout vice de construction, de fabrication, fonctionnement ou défaut de matières premières à compter de la date de notification de la décision d'admission, pendant une durée d'un an.

Conformément à l'article R 2161-13 du Code de la commande publique, la durée minimum de garantie exigée constitue une exigence minimale.

Si le Titulaire a proposé dans son offre une garantie plus longue que la garantie minimale d'un an et/ou une couverture plus étendue, les éléments de son offre qui sont plus favorables à l'acheteur que celles qui sont stipulées dans le présent document engagent le titulaire.

Dans le cas de l'indisponibilité d'un instrument supérieure à 30 jours cumulés sur une période de douze mois, la garantie de cet instrument est systématiquement prolongée à titre gratuit d'une durée minimum équivalente à son délai d'indisponibilité.

Conformément au CCAG FCS, lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent. L'offre du titulaire précise les possibilités de remplacement des équipements en cas de dysfonctionnement grave durant la période de garantie.

Le titulaire précisera dans son offre la liste des pièces détachées critiques et la durée de disponibilité propre à chacune des pièces. Les éléments de son offre engagent le titulaire.

Les fournitures bénéficient de la garantie prévue à l'article 1641 du Code civil, et de la garantie des produits défectueux prévue aux articles 1245 à 1245-17 du code civil.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses sans limite de montant, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site.

12.2. Maintenance

12.2.1. Généralités

La maintenance s'exercera dans les conditions fixées par l'article 32 du CCAG FCS.

Comme le prévoit l'article 32.2. du CCAG FCS, et si la maintenance est effectuée dans les locaux de l'acheteur, la période d'intervention est la suivante : pour l'ensemble des sites du lundi au vendredi de 9h à 17h.

La prestation de maintenance couvre 3 types de maintenance :

- **la maintenance de premier niveau / préventive** : une visite annuelle minimum au cours de laquelle seront effectuées les opérations de nettoyage, de réglages, de contrôles et d'essais destinées à réduire les risques de panne des équipements et à prolonger leur durée de vie;
- **la maintenance de second niveau / corrective** : une maintenance corrective avec un nombre d'interventions illimité avec un délai d'intervention sur site de quatre (4) jours calendaires maximum à compter de la demande d'intervention par l'acheteur en cas de fonctionnement défectueux. Ces visites incluent la main-d'œuvre, le déplacement, les pièces détachées ainsi que les consommables nécessaires à l'achèvement de l'intervention.
- **La maintenance de troisième niveau / évolutive** : maintenance concernant les logiciels de pilotage et de traitement des données des équipements, visant à faire évoluer ou à adapter une ou plusieurs applications afin d'intégrer plusieurs fonctions.

Toutes les opérations exécutées au titre de la maintenance devront être consignées par le Titulaire dans un rapport d'intervention.

12.2.2. Support technique – Service après-vente

La garantie et/ ou la maintenance inclu(en)t un support technique (y compris sur les logiciels) gratuit et illimité pendant les jours ouvrés durant toute la période de garantie et/ ou de maintenance des instruments, incluant la période d'extension de garantie le cas échéant. Le support technique apporte une expertise pour l'accompagnement à l'utilisation des différentes applications existantes sur l'équipement.

Le support technique du titulaire devra disposer d'un service après-vente et de maintenance de l'appareil avec du personnel spécialisé en mécanique, électricité, et informatique appliqué au fermenteur s'exprimant en langue française. L'offre du titulaire précise si des ingénieurs compétents concernant les équipements sont mobilisables dans le cadre du SAV dans la région d'exécution des prestations du marché.

Le support technique est accessible par téléphone (appel non surtaxé) et par courriel.

Le Titulaire s'engage, à partir du premier signalement par l'acheteur (appel et / ou courriel), une fois qu'il a accusé réception de cette demande, sur un délai de réponse inférieur à :

- 24H ouvrées en cas de panne,
- 72H ouvrées hors cas de panne.

Conformément à l'article R 2161-13 du Code de la commande publique, le délai de réponse précisé ci-dessus du support technique constitue une exigence minimale. En cas de non-respect de cette exigence, le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article Pénalités du présent document pour retard.

Les autres engagements du Titulaire concernant le support technique figurent dans son offre.

12.2.3. Logiciels de pilotage et de traitement des données

La garantie et/ ou la maintenance inclu(en)t au minimum :

- Les mises à jour et changements de version des logiciels de pilotage indispensable au bon fonctionnement de l'appareillage gratuites pendant une durée de 5 ans,
- Les mises à jour des logiciels de traitement des données gratuites pendant une durée de 5 ans.

Les évolutions mineures des logiciels devront être fournies gratuitement de même que toute évolution majeure survenant pendant une durée de 5 ans.

Conformément à l'article R 2161-13 du Code de la commande publique, ces mises à jour constituent une exigence minimale.

La mise à jour s'entend comme une évolution dans une même version du logiciel (passage d'une version 5.0 à 5.1, par exemple). Le changement de version s'entend comme le passage d'une version 5.1 à 6.0, par exemple.

La compatibilité entre les logiciels de pilotage et le traitement des données doivent être assurés. Le Titulaire doit permettre l'enregistrement des données récoltées sous un format d'échange de données. Les autres engagements du Titulaire concernant les logiciels figurent dans son offre.

12.2.4. Délais d'intervention en cas de panne

Pendant toute la période de garantie et/ou de maintenance, le Titulaire a une obligation de résultat concernant le respect des délais d'intervention sur site en cas de panne des matériels achetés en application du présent document. Le délai s'entend en jours calendaires à compter de la demande d'intervention. Il prend en compte la localisation du site d'implantation de l'instrument. Ce délai est obligatoirement inférieur ou égal à 4 jours calendaires.

Conformément à l'article R 2161-13 du Code de la commande publique, le délai d'intervention en cas de panne constitue une exigence minimale.

La demande d'intervention par l'acheteur peut être effectuée par téléphone, confirmée par voie électronique.

L'enregistrement de la demande d'intervention doit faire l'objet d'une confirmation écrite (courriel) par le Titulaire. En cas d'absence de confirmation écrite par le titulaire, la date retenue est celle du jour de l'envoi de la demande d'intervention par l'acheteur par voie électronique.

Le délai d'intervention commence dès l'enregistrement de la demande d'intervention de l'acheteur par le Titulaire. Si l'offre du titulaire propose un système dématérialisé permettant le dépôt d'une demande d'intervention par l'acheteur, celui-ci prévoit nécessairement un système d'accusé de réception automatique de la demande déposée par l'acheteur.

Dans le cas du non-respect de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article Pénalités du présent document pour retard.

12.2.5. Délais de mise au point ou de réparation en cas de panne

Pendant toute la période de garantie et/ou de maintenance, le Titulaire a une obligation de résultat et de délai concernant la remise en état de fonctionnement opérationnel de l'instrument, en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles prévues initialement dans les documents du marché.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est de quatre jours, après consultation du Titulaire.

Le point de départ de ce délai de mise au point ou de réparation en cas de panne commence à la date de la première intervention sur site du Titulaire, ou en cas d'absence d'intervention du Titulaire, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention de l'acheteur au titulaire.

Par dérogation à l'article 32.3 et si la maintenance est effectuée dans les locaux du titulaire, le délai de restitution du matériel est de deux mois. Ce délai court de la date d'arrivée de l'élément en panne dans les locaux du titulaire jusqu'à la date d'arrivée de l'élément réparé, ou de l'élément de remplacement, dans les locaux de l'acheteur.

Passé ce délai, le Titulaire encourt une pénalité telle que décrite à l'article Pénalités du présent document pour retard.

ARTICLE 13 : INTERVENANTS

13.1 Co-traitance

En cas de groupement d'opérateurs économiques ce dernier peut être :

- soit conjoint (lorsque chaque membre du groupement s'engage à exécuter le (ou les) prestation(s) susceptible(s) de lui être confiée(s) dans l'accord-cadre),
- soit solidaire (lorsque chaque membre du groupement est engagé sur la totalité de l'accord-cadre).

Dans les deux formes de groupement, l'un des membres, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement et en coordonne les prestations.

Le mandataire d'un groupement conjoint est solidaire, pour exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

13.2 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra obligatoirement renseigner une déclaration de sous-traitance par sous-traitance.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

ARTICLE 15 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

15.1 Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le sous-traitant (ici le titulaire du marché) s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement (ici l'INRAE Occitanie-Toulouse) les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le présent marché déroge à l'article 5.2.3 du CCAG auquel fait référence le marché, conformément aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Par dérogation à l'article 5.2.2. du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, celle-ci s'appliquera de plein droit.

15.2 Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour exécuter le contrat suivant Acquisition de deux bioréacteurs instrumentés pour culture microbienne d'un volume de 3L chacun

La ou les finalité(s) du traitement sont :

- La communication dans le cadre de l'exécution du présent marché
- Autres : Acquisition de deux bioréacteurs instrumentés pour culture microbienne d'un volume de 3L chacun.

Les données à caractère personnel traitées sont :

- Nom/Prénom
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse physique

- Adresse électronique
- Photo
- Identifiant
- Profession

Les catégories de personnes concernées sont :

- Agents d'INRAE Occitanie-Toulouse
- Salariés du titulaire du marché
- Sous-traitant(s) du titulaire du marché

Pour l'exécution du service objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les informations nécessaires suivantes :

- Nom/Prénom
- Coordonnées téléphoniques
- Adresse physique
- Adresse électronique
- Photo
- Identifiant
- Profession

La nature des opérations réalisées sur les données par le sous-traitant est :

- Collecte (captation directe par le sous-traitant de données personnelles)
- Enregistrement (sauvegarde des données par le sous-traitant)
- Organisation (classement des données par le sous-traitant)
- Conservation (stockage des données sur une certaine durée par le sous-traitant)
- Modification (modification des données par le sous-traitant)

- Extraction (sélection de données pertinentes dans un ensemble de données par le sous-traitant)
- Consultation (prise de connaissance des données par le sous-traitant)
- Utilisation (toute forme d'exploitation des données par le sous-traitant)
- Communication (diffusion des données par le sous-traitant, par exemple à un sous-traitant ultérieur de ce dernier)
- Rapprochement (croisement de données entre-elles par le sous-traitant afin d'en déduire des informations supplémentaires)

15.3 Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

15.3.1 Engagement du sous-traitant

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;
- traiter les données **conformément à la bonne exécution du contrat**. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le sous-traitant est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- Respecter son devoir d'alerte, d'assistance et de conseil vis-à-vis du responsable de traitement. Ainsi le sous-traitant s'engage d'une part, à signaler au responsable de traitement toute instruction qui constituerait une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou de ses Etats membres. D'autre part, le sous-traitant s'engage à aider le responsable de traitement à garantir le respect de ses obligations en matière de sécurité du traitement, de notification de violation de donnée et d'analyse d'impact sur la vie privée. Enfin, le sous-traitant s'engage à assister le responsable de traitement dans le traitement des demandes d'exercice de droit des personnes concernées (droit d'accès, droit de rectification, droit à la portabilité, droit d'opposition, droit d'effacement, droit à la limitation, droit de ne pas faire l'objet d'une décision automatisée).
- Le sous-traitant, sur demande, met à la disposition du responsable de traitement **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** y compris dans le cas d'un éventuel audit ou d'une inspection.

15.3.2 Sous-traitance

Le sous-traitant peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Le sous-traitant doit obtenir au préalable l'agrément du responsable de traitement par le biais du formulaire DC4, dont l'usage est obligatoire pour tout ajout ou remplacement d'un sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions du responsable de traitement. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le sous-traitant initial demeure pleinement responsable devant le responsable de traitement de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

15.3.3 Droit d'information des personnes concernées

Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

15.3.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes de droit des personnes concernant le présent marché, le sous-traitant doit transmettre les demandes à l'adresse cil-dpo@inrae.fr.

15.3.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel sans délai après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : mail suivi d'un courrier. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant notifie à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL), au nom et pour le compte du responsable de traitement, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, si possible, 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord du responsable de traitement, le sous-traitant communique, au nom et pour le compte du responsable de traitement, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

15.3.6 Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations

Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation :

- d'analyses d'impact relative à la protection des données,
- de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

15.3.7 Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

15.3.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, en fonction de ce qu'il lui est demandé par le responsable du traitement, le sous-traitant s'engage à :

- Détruire toutes les données à caractère personnel ;

OU

- Renvoyer toutes les données à caractère personnel au responsable du traitement et détruire les copies existantes ;

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction sous la forme d'un certificat de destruction qui sera communiqué par mail au responsable de traitement en la personne de l'opérationnel en charge du suivi du présent marché. En l'espèce, un certificat de destruction est un document écrit, daté et signé par le représentant légal du sous-traitant et mentionnant la date de destruction des données, et les éléments d'identification du sous-traitant (dénomination sociale, domiciliation, numéro SIRET/SIREN, nom du représentant légal). Ce certificat engage la responsabilité du sous-traitant quant à la complète destruction des données personnelles traitées dans le cadre du présent marché.

Avant toute destruction il doit respecter les durées légales de conservation.

15.3.9 Délégué à la protection des données

Le sous-traitant communique au responsable de traitement **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

15.3.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins ;
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

ARTICLE 16 : CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

Le présent marché ne prévoit pas de clause d'insertion sociale au sens de l'article 16 du CCAG FCS.

ARTICLE 17 : CLAUSES ENVIRONNEMENTALES, PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

17.1. Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7.1 du CCAG FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2. du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, celle-ci s'appliquera de plein droit.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

17.2. Fabrication – assemblage du matériel

Le titulaire fera part au pouvoir adjudicateur des éventuels eco-labels qui montrent son implication dans la réduction de son impact environnemental.

Si une analyse de cycle de vie concernant la fabrication de ce matériel a été réalisée, le titulaire la fournira à l'acheteur. Dans le cas contraire, le titulaire fera part de toute information permettant d'évaluer son attachement à diminuer son impact environnemental lors de la fabrication du matériel, en fournissant par exemple :

- L'estimation de la quantité d'eCO2 générée par la fabrication,
- Le pourcentage de matériaux issus du recyclage/réutilisation, composant le matériel.

17.3. Emballage, gestion des déchets, transport

17.3.1. Emballages

Conformément à l'article 20.2 du CCAG FCS, lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Le titulaire s'engage, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur et les spécificités des produits, à privilégier la livraison en vrac plutôt que par unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire et celui-ci les collecte en vue de leur recyclage ou de leur réutilisation.

17.3.2. Modalités de transport

Comme indiqué dans l'article 21 du CCAG FCS, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés.

La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison.

Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Ainsi, si le délai de livraison le permet, le titulaire évite le recours à l'avion, et/ou utilise des véhicules économes en carburant traditionnel, et/ou utilise des véhicules totalement ou partiellement électriques ou compatibles GPL ou GNV, et recourt à des véhicules réduisant les nuisances sonores.

Le titulaire précise dans son offre le nombre de kilomètres parcourus depuis le dernier site de fabrication vers le site de livraison.

17.3.3. Gestion des déchets

L'article 20.4 du CCAG FCS prévoit que la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

17.4 Usage

Afin de connaître les émissions des gaz à effet de serre et la consommation énergétique de l'équipement, le titulaire s'engage à fournir la consommation énergétique des matériels :

- Consommation moyenne pour 1 heure d'utilisation,

- Consommation moyenne en veille.

Si ces consommations ne sont pas connues, le titulaire s'engage à fournir toute autre information permettant d'évaluer la consommation énergétique de l'appareil.

Si le titulaire détient un ou plusieurs écolabels, il s'engage à en donner les références.

17.5. Maintenance et entretien

Pour l'exécution des prestations de maintenance prévues au présent marché, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental concernant :

- **La livraison et le transport des pièces proposées :** le titulaire privilégie le transport groupé des pièces détachées afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports de ses personnels les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route. ;
- **le changement des pièces :** le titulaire précise dans son offre la liste des pièces changées de manière obligatoire et/ou régulière dans les trois premières années. Il sera également précisé les méthodes de diagnostic permettant d'évaluer la nécessité de changer ces pièces ;
- **Le traitement des pièces changées,** quel que soit le type de maintenance : recyclage, réemploi, réutilisation...etc ;
- **Les conditions de commercialisation des pièces détachées** de rechange par rapport à la date d'acquisition du matériel (durée, techniques, conditions financières...);
- **les déplacements des personnes affectées à la maintenance du matériel.** Le titulaire favorise les modes de transports de ses personnels les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route ;
- **Avant toute intervention d'entretien,** le titulaire s'engage à favoriser une assistance à distance.

17.6. Fin de vie du matériel

A la demande de l'acheteur, le titulaire assurera la reprise du matériel.

Dans le cadre de cette reprise, le titulaire enlèvera **à ses frais** le matériel et précisera son devenir, qu'il soit en état de fonctionnement ou non, en privilégiant les solutions liées au recyclage, réemploi ou la réutilisation.

Le titulaire ne pourra réclamer de frais supplémentaires à régler dans le cadre de cette reprise et des modalités de traitement du matériel.

En cas de recyclage de l'appareil, le titulaire fournira à l'acheteur un certificat/attestation prouvant le bon recyclage de l'appareil et sa traçabilité.

ARTICLE 18 : PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

18.1. Prix et modalités de variation du prix

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations du présent document.

Elles seront réglées par un prix forfaitaire en application des prix figurant sur les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (D.P.G.F.) de l'offre de base, de la PSE obligatoire n°1, de la PSE obligatoire n°2 et de la PSE obligatoire n°3.

Les prix comprennent toutes charges fiscales, parafiscales, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance, au stockage, au transport, à la participation à toutes réunions ou déplacements nécessités par le marché public ainsi que d'une façon générale tous frais nécessaires pour la mise en œuvre des dispositions nécessaires à la réalisation des prestations de du marché public. Plus particulièrement, cela concerne les frais de port, d'emballage, d'installation du matériel dans les locaux du pouvoir adjudicateur, ainsi que la garantie (garantie d'un an) et la maintenance, conformément à l'offre du titulaire.

Les prix sont fermes et non actualisables, assujettis à la TVA et sont exprimés en euros.

La date d'établissement du prix est celle du mois M0 précédent la date de remise de l'offre finale en cas de négociation.

18.1.1. Prix de l'offre de base

Offre de base :

Montant HT : € HT
TVA : €
Montant TTC : €
Soit en toutes lettres : euros
HT, euros TTC, dont € de TVA.

18.1.2. Prix de la Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°1

Le prix de la PSE n°1 est de :

a) Prix de la PSE n°1 uniquement pour le matériel proposé en offre de base

Montant HT : € HT
TVA : €
Montant TTC : €
Soit en toutes lettres : euros
HT, euros TTC, dont € de TVA.

b) Prix de la PSE n°1 pour les matériels proposés en offre de base et en PSE n°2 si celle-ci est retenue par l'acheteur

Montant HT : € HT
TVA : €
Montant TTC : €
Soit en toutes lettres : euros
HT, euros TTC, dont € de TVA.

c) Prix de la PSE n°1 pour les matériels proposés en offre de base et en PSE n°3 si celle-ci est retenue par l'acheteur

Montant HT : € HT
TVA : €
Montant TTC : €
Soit en toutes lettres : euros
HT, euros TTC, dont € de TVA.

a) Prix de la PSE n°1 pour les matériels proposés en offre de base, en PSE n°2 et en PSE n°3, si ces deux PSE sont retenues par l'acheteur

Montant HT : € HT
TVA : €
Montant TTC : €
Soit en toutes lettres : euros
HT, euros TTC, dont € de TVA.

L'acheteur décide de (*réservé à l'administration*) :

- ☐ retenir la PSE n°1 uniquement pour le matériel proposé en offre de base
- ☐ retenir la PSE n°1 pour les matériels proposés en offre de base et en PSE n°2
- ☐ retenir la PSE n°1 pour les matériels proposés en offre de base et en PSE n°3
- ☐ retenir la PSE n°1 pour les matériels proposés en offre de base, en PSE n°2 et en PSE n°3

ou

- ☐ ne pas retenir la PSE n°1

18.1.3. Prix de la Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°2

Le prix de la PSE n°2 est de :

Montant HT : € HT

TVA : €

Montant TTC : €

Soit en toutes lettres : euros

HT, euros TTC, dont € de TVA.

L'acheteur décide de (*réservé à l'administration*) :

☐ retenir la PSE n°2

☐ ne pas retenir la PSE n°2

18.1.4. Prix de la Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire n°3

Le prix de la PSE n°3 est de :

Montant HT : € HT

TVA : €

Montant TTC : €

Soit en toutes lettres : euros

HT, euros TTC, dont € de TVA.

L'acheteur décide de (*réservé à l'administration*) :

☐ retenir la PSE n°3

☐ ne pas retenir la PSE n°3

18.2. Echancier de paiement

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Le paiement des prestations de l'offre de base et des PSE n°2 et n°3 (si le pouvoir adjudicateur retient l'une ou l'autre ou les deux) sera effectué en totalité après émission par l'acheteur du procès-verbal d'admission dans les conditions fixées par le présent marché et selon les modalités précisées dans l'article ci-dessous.

Le montant des prestations faisant l'objet de ma PSE n°1 sont réglées à terme à échoir et annuellement sur présentation d'une facture selon les modalités précisées dans l'article ci-dessous.

18.3 : Modalités de paiement

Le règlement du titulaire interviendra selon l'échéancier prévu à l'article « échéancier de paiement » du présent document. Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique entre en vigueur, à compter du 1er janvier 2020, pour l'ensemble des entreprises françaises et étrangères travaillant avec l'Etat.

Ainsi, Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation **Chorus Pro**, conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique. L'utilisation du portail de facturation étant exclusive de tout autre mode de transmission, lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

A cet effet, la dématérialisation des factures transmises est obligatoire et leur dépôt doit se faire sous Chorus Pro (<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>) au format PDF.

Les factures électroniques doivent comprendre, outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- La date d'émission de la facture
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire,
- Le **numéro du marché**, **ou** le **numéro de bon commande attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture**, *
- Les prestations réalisées par site ou fournitures livrées ,
- Le montant HT des prestations ou fournitures,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

- Le numéro SIRET, qui identifiera l'INRAE en tant que destinataire de la facture : 18007003901134
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le **bon de commande** (45+8 chiffres) transmis pour acter votre prestation (**voir schéma ci-dessous**)
- Service d'Etat : non
- Structure active sur Chorus Pro : oui
- Receveur EDI : non
- Codes services : non

*N.B. : le **numéro de bon de commande** **ou** **numéro du marché** INRAE est à renseigner dans le champ « **numéro d'engagement** » sous Chorus Pro comme selon **l'exemple** ci-dessous :



Bon de commande / Ordre de service

Marché n° 2023C15N000001
Tranche/Lot/Période n°01

numéro de marché

numéro de bon de commande

Référence à rappeler à la facture/dépôt dans Chorus : **4500004520**

CRB: 0061

Date d'émission: 10.02.2025

Page 1/1

Société XXX
avenue du général De Gaulle
31000 TOULOUSE
Tél : Fax :

Réf : 3932

Les fournisseurs peuvent prendre connaissance des modalités de dépôt en consultant les liens suivants :

- Pour les anglophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/?lang=en/>
- Pour les francophones : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE d'Occitanie – Toulouse. Le paiement sera effectué par virement administratif au compte indiqué par le titulaire dans le présent document.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

Le règlement sera effectué au compte bancaire ou postal indiqué par le titulaire dans le présent document.

18.4. Paiement

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants ; dans le cas où un seul candidat se présente seul, un seul RIB est renseigné (**joindre un R.I.B.**) :

- Ouvert au nom de :
- Domiciliation :
- Code banque :
- Code guichet :
- N° de compte :
- Clé RIB :
- IBAN :
- BIC :

En cas de groupement, le paiement est effectué sur :

- ☐ Un compte unique ouvert au nom du mandataire,
- ☐ Les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées **en annexe** du présent document.

N.B. : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considèrera que seules les dispositions du présent document s'appliquent.

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les déclarations de sous-traitance (**DC4**).

18.5. Paiement des co-traitants et des sous-traitants

18.5.1 Paiement des co-traitants

Chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

18.5.2. Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

18.6. Avance

Le Titulaire bénéficie d'une avance, dans les conditions des articles R. 2191-3 et R. 2191-5 du code de la Commande Publique, **sauf renonciation expresse du titulaire** au présent article (cf. : ci-dessous, alinéa suivant) **si le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et si le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.**

→ Le candidat **renonce** au bénéfice de l'avance :

☐ **oui**

☐ **non**

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, l'acheteur considèrera que l'entreprise **renonce au bénéfice de l'avance.**

Pour le présent marché, l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS s'applique : son montant est de **5 pour cent (5%)** du **montant TTC** du bon de commande, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Toutefois, en vertu de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et plus particulièrement de son 2°, **lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à 10%** (cf. : article R.2151-13 du code de la commande publique).

Si les conditions fixées à l'article R. 2191-3 ne sont pas remplies, et en vertu de l'article R.2191-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit de verser une avance facultative au titulaire après que le titulaire en aura formulé la demande auprès de l'acheteur. Les modalités de versement de l'avance seront laissées à la libre appréciation de l'acheteur.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Le mandatement de l'avance forfaitaire interviendra sans formalité dans le délai d'un mois suivant la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire. Ce remboursement s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire et débute :

1° Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché ;

2° Pour les avances supérieures à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, à la première demande de paiement.

Attention, en revanche, aucune prime pour avance ne sera consentie dans le cadre du présent marché.

ARTICLE 19 : ASSURANCES / RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Par dérogation aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai maximum de cinq (5) jours suivant le courrier d'information au candidat pressenti, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il devra par la suite remettre, tous les six mois, au pouvoir adjudicateur une attestation d'assurance actualisée durant toute l'exécution de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 1245 du Code Civil et aux articles 8 et 9 du CCAG FCS, le titulaire est notamment responsable du ou des dommages causés par un défaut de ses matériels qu'il soit ou non lié à la victime par contrat. Le titulaire devra fournir les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

En outre, tant que les matériels restent la propriété du titulaire, celui-ci dégage INRAE, sauf faute d'INRAE, de toute autre cause que les explosions atomiques ou la radioactivité artificielle.

ARTICLE 20 : RESPONSABILITE ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

20.1. Dommages

Conformément aux principes du code civil articles 1386-1 et suivants, le titulaire de chaque marché est notamment responsable du ou des dommages causés par un défaut de ses matériels qu'il soit ou pas lié à la victime du contrat. En outre, tant que les matériels restent la propriété du Titulaire, celui-ci dégage INRAE, sauf faute d'INRAE, de toute responsabilité à raison des dommages subis par les matériels du fait de toute autre cause que des explosions atomiques ou radioactivité artificielle.

Le titulaire ne peut être tenu responsable des dommages occasionnés à l'acheteur suite à des détériorations provoquées par le gel, les incendies, les dégâts des eaux, les tremblements de terre, les pannes d'alimentation

électrique, les incidents électriques extérieurs tels les orages, les vols, les dégradations volontaires, les négligences ou les utilisations anormales des installations par le personnel de l'acheteur.

En revanche, la responsabilité du titulaire est engagée pour les accidents ou incidents corporels ou matériels qui peuvent survenir et qui sont dus à une faute ou négligence de son personnel lors de l'exécution du présent marché.

20.2 Obligation de résultat

Dans le cadre de la présente consultation, le titulaire est tenu à une obligation de résultats, celle de fournir une prestation de qualité selon les attendus définis au présent document.

Par conséquent, il appartient au titulaire de mettre en œuvre tous les moyens (humains et matériels) nécessaires et suffisants pour atteindre cet objectif.

20.3. Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Par dérogation à l'article 6.2. du CCAG FCS, en cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, celles-ci s'appliquera de plein droit.

20.4. Zones à régime restrictif (ZRR)

Lorsque les prestations de services sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011.

Cette réglementation prévoit des dispositions de contrôle de l'accès à des Zones à Régime Restrictif (ZRR). À ce titre le Titulaire peut être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner de telles zones.

ARTICLE 21 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 22 : PENALITES

22.1. Pénalités : généralités

En cas de non-respect des conditions d'exécution du présent marché, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer au titulaire les pénalités prévues au présent article sans mise en demeure préalable. Ces pénalités sont déduites du montant restant dû par l'acheteur ou font l'objet d'un ordre de reversement à l'encontre du Titulaire. Elles restent dues en cas de résiliation du marché.

Par dérogation aux articles 14.1.2. et 14.1.3 du CCAG/FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000€ HT pour l'ensemble du marché, et le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné. Les pénalités sont dues dès le premier euro et dès le premier jour de retard. Celles-ci sont exprimées en jours calendaires, et incluent donc les samedis, les dimanches et les jours fériés.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Ainsi, le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

22.2. Pénalités pour retard

Pour tout délai prévu dans le cadre du présent marché qui serait dépassé par le Titulaire et, par dérogation de l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités

journalières calculées par application de la formule suivante, à compter du premier jour de retard, tout jour entamé étant dû :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

dans laquelle :

- P est le montant des pénalités ;
- V est la valeur des fournitures et/ou prestations en retard ;
- R est le nombre de jours calendaires de retard sur le délai d'exécution.

L'acheteur peut exonérer le titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Le Titulaire notifie alors sa demande d'exonération au titulaire en exposant les motifs de son retard.

ARTICLE 23 : RESILIATION

23.1. Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

23.2. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 24 : LITIGES

En cas de litige, les cocontractants s'efforcent de trouver une solution amiable pour régler leur différend.

A défaut d'entente entre les contractants, seul le Tribunal administratif de Toulouse peut être saisi.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU CCAG FCS

Compte-tenu de la hiérarchie des pièces contractuelles, l'absence de mention d'une dérogation au C.C.A.G. FCS par le présent article ou dans le corps d'une pièce particulière du marché, ne fait aucunement obstacle à son caractère pleinement applicable au titulaire. Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G. FCS n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste ci-dessous n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G. FCS qui ne figureraient pas dans cette liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché :

- L'article 11.1 du présent document déroge à l'article 28 du CCAG FCS
- L'article 11.2 du présent document déroge à l'article 27.3 du CCAG FCS,
- L'article 11.3 du présent document déroge aux articles 28.1, 28.2 du CCAG FCS, et 30.1 du CCAG FCS,
- L'article 12.2.5 du présent document déroge à l'article 32.3 du CCAG FCS,
- L'article 15.1 déroge aux articles 5.2.2. et 5.2.3 du CCAG FCS,
- L'article 17.1 du présent document déroge à l'article 7.2 du CCAG FCS,
- L'article 19 du présent document déroge à l'article 9 du CCAG FCS,
- L'article 20.3 déroge à l'article 6.2 du CCAG FCS,
- L'article 22 du présent document déroge à l'article dérogent aux articles 14.1, 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG FCS.

Fait à Toulouse., le/...../2026, en un seul original,

LES CONTRACTANTS :

LE TITULAIRE

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique.

(Ne pas compléter dans le cas d'un dépôt signé électroniquement)

Signature originale du candidat, du mandataire ou des membres du groupement (*tampon de la société + signature*)

A, le/...../2026

LE REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

Mme Elisabeth LANCE, Directrice de l'UMS 1337TWB

A Toulouse, le/...../2026

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement :

- ☐ L'offre de base
- ☐ La prestation supplémentaire éventuelle n°1 uniquement pour le matériel proposé en offre de base
- ☐ La prestation supplémentaire éventuelle n°1 pour les matériels proposés en offre de base et en PSE n°2
- ☐ La prestation supplémentaire éventuelle n°1 pour les matériels proposés en offre de base et en PSE n°3
- ☐ La prestation supplémentaire éventuelle n°1 pour les matériels proposés en offre de base, en PSE n°2 et en PSE n°3
- ☐ La prestation supplémentaire éventuelle n°2
- ☐ La prestation supplémentaire éventuelle n°3

Annexe 1 : Nantissement ou cession de créances

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

☐ La totalité du marché dont le montant est de (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....

☐ La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et lettres) :
.....

☐ La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (indiquer en chiffres et en lettres) :
.....

☐ La partie des prestations évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :
.....

☐ et devant être exécutée par : en qualité de :
☐ membre d'un groupement d'entreprise
☐ sous-traitant

A

Le

Signature originale

(tampon de la société + signature)

Annexe 2 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET :Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			